

Bujumbura, le 27/4/2017

## **Permis de conduire biométrique : Gestion non rassurante !**

La Police spéciale de roulage a initié un permis de conduire biométrique en remplacement du permis classique. Cet ancien document n'est valable que jusqu'au 03 mai 2017. Ces derniers jours, on observe des longues files d'attente des personnes à la recherche du permis biométrique à partir du siège de la Police Spéciale de roulage à Bujumbura. C'est le seul service qui octroi ce document tant pour ceux de la mairie que pour ceux de l'intérieur.

Avec cette situation, PARCEM a fait une descente sur terrain pour constater comment les choses sont en train d'être opérées. C'est ainsi que quelques observations ont été relevées :

### **Au niveau de la forme**

- Etant donné que tous les citoyens en quête du permis biométrique de conduire doivent descendre à Bujumbura, il est à constater que cette distance à parcourir ne favorise pas les demandeurs compte tenu de la pauvreté extrême qui les hante parce qu'ils sont obligés de séjourner à Bujumbura avec le cout y relatif.
- La procédure qu'il faut suivre pour obtenir le document est très fatiguant quitte à ouvrir la voie à des tentatives de corruption pour avoir les facilités de dépasser les autres (Ici, l'opinion parle même des sommes allant jusqu'à 50000Fbu que certains policiers exigent pour faciliter certains au détriment de ceux qui sont alignés sous le soleil accablant).
- Il est sans ignorer que cette foule de gens qui reste longtemps clouée dans les enceintes et aux alentours de la PSR abandonne à vaquer aux occupations et services quotidiens qui fait perdre énormément tant à leurs familles qu'au pays tout entier ;
- L'autre pratique observée c'est le favoritisme décrié par les demandeurs de ce service rencontrés sur une chaine qui arrivait au siège de la Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement(BBCI) sous le soleil de plomb ;
- Tous les demandeurs du permis biométrique sont obligés de payer les frais (100000F) au seul guichet de la BANCOBU situé dans les enceintes de la Police spéciale de Roulage. Cet état de chose est critiqué du fait que les effectifs sont énormément élevés.

**Au niveau du fond :**

- La somme de 100 000 F a été fixée sans tenir compte du pouvoir d'achat des ménages qui croupissent dans la misère extrême de pauvreté. Aussi, faut-il souligner qu'à cela s'ajoute le transport et les frais de séjour de ceux qui viennent de l'intérieur du pays.
- La façon de percevoir les frais de permis biométrique fait appel à des inquiétudes sur sa façon de gestion et de transparence :
  - ✓ Pourquoi ne pas ouvrir d'autres guichets pour désengorger le seul guichet situé dans les enceintes de la Police Spéciale de Roulage(PSR) ; ce qui faciliterait la tâche aux demandeurs du permis biométrique ;
  - ✓ Les reçus donnés à ceux qui viennent de payer lesdits frais (100.000Fbu) ne mentionnent pas le numéro de compte sur lequel ces frais sont transités ;
  - ✓ Par ailleurs, il se fait remarquer que l'Office Burundais des Recettes(OBR) qui a la mission de renforcer le civisme fiscal par un service de qualité et dont le but de sa création est la réduction de la pauvreté par le biais d'une collecte améliorée des recettes publique ainsi qu'un environnement amélioré des affaires au Burundi n'a pas été associé.
- Selon les investigations de PARCEM, il paraît même que ces fonds collectés ne seraient pas encore transités sur un compte à l'OBR. Ce qui laisse des doutes sur la manière d'atteindre l'objectif de l'OBR de maximiser les recettes publiques.

Pour ce, PARCEM recommande :

- **A la Police Spéciale de Recherche :**
  - ✓ De décentraliser ses services pour faciliter les citoyens qui cherchent des documents à cette institution ;
  - ✓ De prolonger les délais pour l'acquisition des permis biométriques en remplacement des permis classiques car au regard des effectifs qui sont alignés à l'entrée de la PSR, il n'est pas possible que cela puisse se clôturer à la date du 03 mars 2017 tel qu'annoncé par les responsables de la PSR ;
- A l'Office Burundais des recettes de suivre de près cette situation pour honorer sa mission et ses objectifs

Faustin NDIKUMANA  
 Directeur National de PARCEM

